



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Établi en application du Code de la Commande Publique

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

GROUPEMENT DE COMMANDES COMPOSE DE :

L'Université de Strasbourg
Le Centre National de la Recherche Scientifique – Délégation Alsace
L'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg
L'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg

Université de Strasbourg
Direction des Finances - Département Achat Marchés

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
<u>1.1 - Objet du contrat</u>	5
<u>1.2 - Décomposition du contrat</u>	7
<u>1.3 - Type d'accord-cadre</u>	7
<u>1.3 - Conditions d'attribution des bons de commande</u>	8
<u>1.4 - Réalisation de prestations similaires</u>	8
<u>1.5 - Conditions d'exécution à caractère social et environnemental</u>	9
<u>1.5.1 - Développement durable</u>	9
<u>1.5.2 - Clause sociale de formation sous statut scolaire</u>	9
1.5.2.1 - Mise en place de l'action de formation	9
1.5.2.2 - Encadrement de l'élève	10
1.5.2.3 - Les étapes de mise en œuvre du stage	10
1.5.2.4 - Contrôle et évaluation de l'action de la formation	11
<u>1.6 - Renouvellement</u>	11
2 - Pièces contractuelles	12
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	13
4 - Protection des données à caractère personnel	13
<u>4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel</u>	13
<u>4.2 - Obligations du titulaire</u>	13
<u>4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire</u>	14
<u>4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées</u>	14
<u>4.2.3 - Exercice des droits des personnes</u>	14
<u>4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel</u>	14
<u>4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations</u>	15
<u>4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel</u>	15
<u>4.2.7 - Sort des données</u>	15
<u>4.2.8 - Délégué à la protection des données</u>	15
<u>4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement</u>	16
<u>4.2.10 - Documentation</u>	16
<u>4.3 - Obligations de l'acheteur</u>	16
<u>4.4 - Pénalités</u>	16
5 - Durée et délais d'exécution	17
<u>5.1 - Durée de l'accord-cadre</u>	17
<u>5.2 - Délais d'exécution</u>	17
<u>5.2.1 - Délais de base</u>	17
5.2.1.1 Collectes Unistra	17

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

5.2.1.2 Collectes CNRS, ENGEEES et INSA :	18
5.2.1.3 Délais de mise à disposition des caisses-palettes :	18
5.2.2 – Prolongation des délais.....	19
6 – Prix	19
6.1 – Caractéristiques des prix applicables	19
6.2 – Modalités de variation des prix.....	19
6.2.1 – Prix fermes pour les conditionnements et la location annuelle de caisses-palettes	20
6.2.2 –Prix révisables pour la collecte, le traitement et la PSE facultative n°1	20
7 – Garanties Financières.....	21
8 – Avance	21
8.1 – Conditions de versement et de remboursement.....	21
8.2 – Garanties financières de l’avance.....	22
9 – Modalités de règlement des comptes	22
9.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs.....	22
9.2 – Présentation des demandes de paiement.....	22
9.3 – Délai global de paiement.....	23
9.4 – Paiement des cotraitants	24
9.5 – Paiement des sous-traitants	24
10 – Conditions d’exécution des prestations	25
10.1 – Adresse d’exécution	25
10.2 – Conditions d’enlèvement des déchets	25
10.3 – Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire	25
10.4 – Stockage, emballage et transport	25
10.5 – Pilotage du contrat et reporting	25
10.5.1 Pilotage du contrat.....	25
10.5.2 Reporting	26
10.6 – Documents réglementaires	26
10.6.1 Certificats d’acceptation préalable (CAP).....	26
10.6.2 Bordereaux de suivi de déchets (BSD)	26
10.6.3 Centres de traitement et déclarations/arrêtés préfectoraux.....	27
10.7 – Prestations accessoires	27
11 – Constatation de l’exécution des prestations	27
11.1 – Vérifications	27
11.2 – Décision après vérification	28
12 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle	28
13 – Clauses de réexamen et modifications financières pour circonstances imprévisibles	28
13.1 – Clause de réexamen	28
13.1.1 – Circonstances exceptionnelles	28
13.1.2 – Plan de progrès	29
13.2 – Modifications financières	29
13.2.1 – Modifications financières suite à des circonstances exceptionnelles.....	29
13.2.2 – Modifications financières suite au plan de progrès	30

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

14 - Garantie des prestations	30
<u>14.1 – Garanties légales</u>	30
<u>14.2 – Garanties contractuelles</u>	30
15 – Pénalités	31
<u>15.1 – Pénalités</u>	31
<u>15.1.1 – Pénalités de retard</u>	31
<u>15.1.2 – Pénalités en cas de non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire</u>	32
<u>15.1.3 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel</u>	32
<u>15.1.4 – Pénalités pour travail dissimulé</u>	32
16 – Assurances.....	33
17 – Résiliation du contrat	33
<u>17.1 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre</u>	33
<u>17.2 – Redressement ou liquidation judiciaire</u>	34
18 – Règlement des litiges et langues	34
19 – Clauses complémentaires.....	35
<u>19.1- Défaillance du titulaire</u>	35
<u>19.2 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement</u>	35
<u>19.3 – Changement de dénomination sociale du titulaire</u>	35
<u>19.4 – Changements affectant le titulaire</u>	35
<u>19.5 – Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat</u>	36
<u>19.6 – Clause séparatisme</u>	36
20 – Dérogations	36

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Établi en application du Code de la Commande Publique (CCP)

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (ci-après CCAP) concernent :

LES PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

Le présent marché a pour objet l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets dangereux pour le compte des établissements membres du groupement, à savoir :

- L'Université de Strasbourg (Unistra) ;
- Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) – Délégation Alsace;
- L'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Strasbourg ;
- L'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEEES).

Les conditionnements et l'étiquetage adaptés aux différents déchets dangereux seront fournis par le titulaire du marché. La préparation des produits chimiques de laboratoire (PCL) en petites quantités pour le transport pourra être opérée par le titulaire à la demande de l'établissement.

L'organisation des collectes de déchets chimiques sera gérée par le Service prévention sécurité environnement (SPSE) de l'Unistra pour les sites de l'Unistra qui sera considérée comme un seul producteur.

Les unités propres de recherche (UPR) du CNRS organiseront chacune leurs collectes et seront considérées comme des producteurs indépendants les uns des autres en terme de gestion administrative.

L'ENGEEES et l'INSA, en tant que producteurs distincts, organiseront et gèreront également leurs propres enlèvements de déchets chimiques.

Dans le cadre du présent marché, les prestations attendues sont les suivantes :

- La mise à disposition, la location et le conditionnement des caisses-palettes ;
- La collecte, l'évacuation et le transport des déchets vers le ou les lieux de traitement dans les conditions réglementaires ;
- L'étiquetage et l'emballage ;
- Le tri et le traitement des déchets selon les filières appropriées ;
- La valorisation et/ou l'élimination des déchets ;
- La communication de documents de traçabilité et de données statistiques (reporting) ;
- L'intervention ponctuelle d'un chimiste/opérateur pour la préparation des produits de laboratoire ;
- La décontamination ponctuelle des locaux ou de matériel de laboratoire.

Des prestations supplémentaires pourront également être demandées, sous réserve de l'engagement du titulaire, au titre desquelles figurent :

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

- La sensibilisation et à la formation (organisation et animation de sessions de formation adaptées aux besoins exprimés par les structures, afin de renforcer les compétences en matière de gestion des déchets dangereux et de respect des exigences réglementaires) ;
- La réalisation d'audits et de visites de terrain (Réalisation d'audits ciblés ou de visites techniques, à la demande des structures, pour identifier les axes d'amélioration et proposer des mesures correctives) ;
- L'accompagnement à la veille réglementaire (mise à disposition d'informations actualisées sur l'évolution de la réglementation applicable aux déchets dangereux, en fonction des besoins exprimés par les structures, notamment via des supports dédiés et des alertes réglementaires) ;
- La proposition de contenants alternatifs et réglementaires.

Les types de déchets concernés sont les suivants :

- Produits chimiques en petite quantité (<5 litres),
- Déchets solides contaminés par des produits chimiques,
- Déchets liquides en bidons (ou exceptionnellement en fûts),
- Autres déchets dangereux.

Le présent accord-cadre comporte également une prestation supplémentaire éventuelle (ci-après PSE) facultative :

PSE facultative n°1 : Collecte et traitement des bouteilles de protoxyde d'azote et autres bouteilles de gaz.

Pour compléter la liste des déchets susceptibles d'être collectés par le titulaire, une prestation supplémentaire éventuelle facultative (PSE facultative n°1) est intégrée au présent contrat. Celle-ci concerne la collecte et le traitement par le prestataire des bouteilles de protoxyde d'azote et des autres bouteilles de gaz.

Il s'agit d'une prestation non obligatoire, que les candidats sont libres de chiffrer, ou non, dans le Bordereau des Prix Unitaires (ci-après BPU).

A noter que : si le prix de la collecte et du traitement de la bouteille de gaz varie en fonction du type de gaz, il est attendu que le candidat l'indique au sein du BPU.

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (ci-après CCTP) et dans le bordereau des prix unitaires (ci-après BPU).

Procédure passée en groupement de commandes :

La présente procédure est portée par l'Université de Strasbourg et couvre les besoins des établissements suivants :

✓ L'Université de Strasbourg (Unistra)

4, rue Blaise Pascal - CS 90032
67070 STRASBOURG CEDEX

✓ Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Délégation Alsace,

23 rue du Löss - BP 20
67037 Strasbourg Cedex 2

✓ **L'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Strasbourg,**

24 Boulevard de la Victoire
67084 STRASBOURG Cedex

✓ **L'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEE),**

1 quai Koch - BP 61039
67070 STRASBOURG

Dans un souci de mutualisation des moyens et d'harmonisation des procédures de passation de leurs marchés, les signataires de la convention de groupement font le choix de se grouper afin de coordonner et de regrouper leurs achats.

Le groupement est formé selon les dispositions de l'article L2113-7 du Code de la commande publique : la convention de groupement de commandes confie au membre coordonnateur du groupement (Université de Strasbourg) la charge de mener la procédure de passation des marchés au nom et pour le compte de tous les membres du groupement, dans le respect des règles de la commande publique.

Chaque membre du groupement s'engage à signer, avec le cocontractant retenu, un marché à hauteur de ses besoins propres dont il assure la bonne exécution.

Chaque membre du groupement est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la convention constitutive pour les opérations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte.

Dans tous les cas, aucun des membres du groupement ne peut ni remettre en cause le choix opéré dans le cadre du groupement en concluant le marché avec un autre prestataire, ni modifier l'objet du marché.

Lieu d'exécution : Les lieux d'exécution du présent accord-cadre se situent sur Strasbourg et sont détaillés aux articles B.2 à B.4 du CCTP.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum est passé en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre avec un maximum fixé comme suit :

Etablissement	Montant maximum par an HT	Montant maximum sur la durée totale du marché HT
Université de Strasbourg	340 000 €	1 360 000 €
CNRS Délégation Alsace	67 500 €	270 000 €

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

INSA Strasbourg	15 000 €	60 000 €
ENGES	3 000 €	12 000 €

L'accord-cadre, qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, donnera lieu à l'émission de bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins des établissements membres du groupement.

L'accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique.

1.3 – Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils devront être exécutés dans les délais contractuels maximum d'exécution fixés à l'article 5.2 du présent CCAP.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- l'identification complète du service ou de la composante émettrice du bon de commande (nom, adresse, téléphone) ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la quantité des fournitures à livrer ;
- les prix unitaires hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le montant du bon de commande faisant apparaître le montant HT, la TVA et le montant TTC ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le cas échéant, les horaires et les modalités spécifiques de livraison ;
- les délais de livraison.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses délégataires pourront être honorés par le titulaire.

1.4 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent contrat.

1.5 – Conditions d'exécution à caractère social et environnemental

1.5.1 – Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte la filière de traitement des déchets chimiques, ainsi que les objectifs de réduction de l'empreinte carbone de la prestation du titulaire. Les démarches durables sur lesquelles s'engagent le titulaire sont indiquées dans son offre, ainsi qu'à l'article D du CCTP concernant le plan de progrès

1.5.2 – Clause sociale de formation sous statut scolaire

Le présent accord-cadre comporte une clause sociale de formation sous statut scolaire.

1.5.2.1 – Mise en place de l'action de formation

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de cent cinquante (150) heures, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Education nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

1.5.2.2 – Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

A tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

1.5.2.3 – Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à l'Université de Strasbourg par le titulaire.

Le titulaire transmet également à l'Université de Strasbourg la convention de stage tripartite signée. S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer l'Université de Strasbourg et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, l'Université et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis à l'Université de Strasbourg accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

1.5.2.4 – Contrôle et évaluation de l'action de la formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande de l'Université de Strasbourg ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à l'Université de Strasbourg :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer l'Université de Strasbourg au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par l'Université de Strasbourg, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

1.6 – Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Sous réserve de la reconduction du contrat, le renouvellement sera mis en œuvre dans quatre ans.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. L'offre technique et financière du titulaire comprenant :
 - Le Cadre de Réponse Financier comprenant un BPU et un Détail Quantitatif Estimatif (ci-après DQE) ;
 - Le Cadre de Réponse Technique
 - L'annexe n°1 clause sociale de formation
 - L'annexe n°2 clause sociale de formation – Fiche entreprise
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les locaux de l'université font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas, ni être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation des prestations, ni transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature de l'accord-cadre et de toutes les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat, à savoir :

- Nom et prénom de l'agent concerné par le traitement ;
- Ses coordonnées professionnelles (adresse postale professionnelle, courriel et numéro de téléphone).

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union Européenne ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le titulaire fournira la liste des prestataires auxquels il fait appel en précisant le pays du siège social de chacun, ainsi que le pays d'hébergement des solutions techniques (serveurs, applications, etc). Il indiquera également si des clauses de sous-traitance conformes à l'article 28 du RGPD ont été signées avec ces prestataires.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@unistra.fr.

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à cert-osiris@unistra.fr et dpo@unistra.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 – Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

L'acheteur a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@unistra.fr

4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel" ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

4.4 - Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation, les pénalités prévues à l'article 15 du CCAP s'appliquent.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

L'accord-cadre est conclu pour une **période initiale qui court à compter de la notification du marché jusqu'au 31 décembre 2026.**

L'accord-cadre peut être reconduit par période successive d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, **sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2029.**

Les périodes de reconduction sont donc les suivantes :

- 1^{er} janvier 2027 – 31 décembre 2027
- 1^{er} janvier 2028 – 31 décembre 2028
- 1^{er} janvier 2029 – 31 décembre 2029

Sous réserve de sa reconduction, l'accord-cadre aura donc une durée de validité courant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2029.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du contrat.

5.2 – Délais d'exécution

5.2.1 – Délais de base

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande, conformément aux stipulations des pièces du contrat.

Conformément aux articles 13.1.2 et 13.2.1 du CCAG-FCS, le délai d'exécution des prestations commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande et s'achève à la date de livraison ou d'exécution des prestations.

5.2.1.1 Collectes Unistra

La collecte des déchets sur les différents sites de l'Unistra sera réalisée lors d'une même tournée. Sa durée varie entre 3h et 4h en fonction du nombre de points de collecte, elle démarre à 7h30 en général au bunker de l'Esplanade.

Les caisses-palettes contenant les déchets seront à gerber sur une hauteur.

Ponctuellement des points de collecte supplémentaires peuvent s'ajouter à la tournée et le titulaire en sera informé 8 jours ouvrés avant la collecte.

La livraison des conditionnements et étiquettes se fera lors de ces tournées sur chacun des sites.

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

Le SPSE propose un planning annuel de collecte comportant ± 15 dates d'enlèvements après notification du marché.

Pour les années suivantes, les dates d'enlèvements sont proposées au courant du mois de novembre de l'année qui précède. Le titulaire valide ces dates et transmet son acceptation au SPSE, voire propose d'autres dates au plus tard début décembre.

Le SPSE transmettra par mail un document récapitulant la quantité de caisses-palettes, de conditionnements et d'étiquetages à prévoir pour chacun des sites 6 jours ouvrés avant la date de collecte prévue dans le planning.

Le SPSE se réserve la possibilité d'ajouter ou de supprimer une collecte en fonction des besoins.

Le titulaire sera averti au minimum 8 jours ouvrés avant la date de collecte supprimée ou ajoutée.

En cas d'ajout d'une collecte ponctuelle pour un site hors tournée, le SPSE proposera 1 ou 2 dates possibles au minimum 8 jours ouvrés avant la date de collecte souhaitée que le titulaire validera sous 4 jours ouvrés maximum après réception de la demande.

Conformément à l'article C.2.2 du CCTP, le titulaire fera suivre dans un délai d'un (1) mois maximum (à compter de la date d'enlèvement sur site) les bordereaux de suivi de déchets (BSD) complétés aux producteurs.

En cas de non-respect de ces délais, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire, sans autre formalité, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

5.2.1.2 Collectes CNRS, ENGEES et INSA :

L'INSA, l'ENGEES, les unités propres du CNRS (UPR) organisent leurs collectes respectives et commandent directement auprès du prestataire les caisses-palettes, conditionnements et étiquetages nécessaires à leur fonctionnement.

Ils contactent chacun le titulaire pour fixer une date d'enlèvement au minimum dans les 8 jours ouvrés avant la date souhaitée. Le titulaire confirmera la date de collecte sous 4 jours ouvrés au maximum après réception de la demande d'enlèvement.

Conformément à l'article C.2.2 du CCTP, le titulaire fera suivre dans un délai d'un (1) mois maximum (à compter de la date d'enlèvement sur site) les bordereaux de suivi de déchets (BSD) complétés aux producteurs.

En cas de non-respect de ces délais, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire, sans autre formalité, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

5.2.1.3 Délais de mise à disposition des caisses-palettes :

Il est attendu du titulaire du marché qu'il fournisse les caisses-palettes dès que l'ancien titulaire aura récupéré les siennes à la mi-décembre 2025 **et au plus tard dans la semaine du 5 janvier 2026.**

5.2.2 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 – Prix6.1 – Caractéristiques des prix applicables

Les prestations objet du marché sont réglées par application des prix unitaires, exprimés en euros, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix unitaires du marché sont mentionnés en euros sur le bordereau des prix unitaires, lequel affiche :

- Le coût de traitement à la tonne par nature de déchets
- Le coût horaire de collecte
- Le coût unitaire de collecte d'une caisse-palette, selon la quantité de palettes collectées :
 - * Cout de la collecte d'une caisse-palette entre 1 et 10 caisse(s)-palette(s) collectées
- Le coût horaire d'une intervention chimiste
- Le coût horaire d'une intervention opérateur
- Le forfait journalier déplacement pour intervention chimiste/opérateur
- Le coût de la location annuelle de caisse-palette
- Le coût unitaire de chaque type de conditionnement
- Le coût unitaire des actions proposées par le candidat améliorant la gestion des déchets dangereux et garantissant la conformité réglementaire ;
- Le coût de la PSE facultative n°1, relative à la collecte et au traitement des bouteilles de gaz. Le candidat indiquera le coût de la collecte et du traitement d'une bouteille de gaz, selon le type de gaz

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment des éventuels frais de gestion, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2 – Modalités de variation des prix

Les modalités de prix diffèrent selon les prestations :

- **Les prix sont fermes pour les conditionnements, la location annuelle de caisses-palettes**, ainsi que pour les prestations proposées par le candidat visant à améliorer la gestion des déchets dangereux et à garantir la conformité réglementaire
- **Les prix sont révisables pour les prestations de collecte et de traitement des déchets ainsi que pour la PSE facultative n°1**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande. De ce fait et par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande

6.2.1 – Prix fermes pour les conditionnements et la location annuelle de caisses-palettes

Coût des conditionnements :

Les prix unitaires des conditionnements sont fermes et non actualisables pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Location annuelle de caisses-palettes :

Les prix de la location annuelle des caisses-palettes sont fermes et non actualisables pendant toute la durée de l'accord-cadre.

6.2.2 – Prix révisibles pour la collecte, le traitement et la PSE facultative n°1

Les prix applicables aux prestations de collecte et de traitement des déchets et la PSE facultative n°1 sont révisibles annuellement, à la hausse ou à la baisse, à la date de reconduction de l'accord-cadre (1er janvier 2027, 1er janvier 2028, 1er janvier 2029) par application aux prix initiaux de l'accord-cadre d'un coefficient de révision (Cr) donné par les formules suivantes :

Prestation de collecte

$Cr = I_n/I_0$

Dans laquelle :

- I_0 = valeur de i au mois zéro
- I_n = dernière valeur définitive de l'indice I publiée le jour du mois n
- I = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché – CPF 38.12 – Collecte des déchets dangereux. Prix de marché – Base 2021.

Identifiant 010764304 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764304>

Prestations de traitement des déchets et celles de la PSE facultative n°1 :

$Cr = I_n/I_0$

Dans laquelle :

- I_0 = valeur de i au mois zéro
- I_n = dernière valeur définitive de l'indice I publiée le jour du mois n
- I = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché – CPF 38.22 – Traitement et élimination des déchets dangereux. Prix de marché – Base 2021.

Identifiant 010764307 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764307>

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG- FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Par contre, le prix révisé est arrondi au centième d'euro le plus proche.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera celui au cours duquel les prix révisés doivent être communiqués à l'administration, soit **à la date du 31 octobre**.

Les révisions de prix font l'objet d'une validation préalable du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le titulaire du marché s'engage à faire parvenir ses prix révisés (le bordereau des prix unitaires) par courrier électronique au département des achats et marchés de l'université de Strasbourg (dam@unistra.fr) en charge du suivi de l'évolution des prix de l'accord-cadre pour tous les établissements membres du groupement. La transmission s'effectue sous la forme de fichiers de type Excel avec un préavis minimum de 2 mois avant la date prévue pour l'application de la révision (**soit au plus tard le 31/10 qui précède la date prévue pour la reconduction de l'accord-cadre**), lequel indiquera clairement les différentes valeurs utilisées dans la formule de révision des prix.

A défaut d'acceptation expresse, la proposition de nouveau bordereau de prix est réputée rejetée pour tous les établissements membres du groupement.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,0% lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

La facturation intervient après l'admission des prestations.

Les factures relatives aux prestations mensuelles devront être transmises à chaque producteur mensuellement, à terme échu et au plus tard le 10 du mois suivant le mois d'exécution des prestations.

Concernant les prestations du mois de décembre, il est attendu du titulaire qu'il fournisse une vision prévisionnelle de la facture, avant la clôture budgétaire de l'université, dont la date sera communiquée chaque année.

Les fournisseurs émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs ont l'obligation d'utiliser la facturation électronique.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro 2017 » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement. Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET de l'université (Unistra : 130 005 457 00010 ; CNRS : 180 089 013 07952 ; ENGEES : 196 701 890 00010 ; INSA : 196 727 671 00014) est nécessaire, ainsi que le numéro d'engagement financier SIFAC ou le numéro du bon de commande transmis au titulaire du contrat par le/les service(s) ou composante(s) à l'origine de la commande.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut son identifiant) et celui du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R123-221 du Code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un **délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf, par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

En matière de facturation électronique et par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, chaque cotraitant admis au paiement direct est autorisé à transmettre sur Chorus Pro sa demande de paiement, laquelle doit faire l'objet d'une validation du mandataire du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose de 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement de sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les conditions et modalités d'exécution des prestations sont définies dans le CCTP.

10.1 – Adresse d'exécution

Les prestations seront exécutées aux adresses indiquées à chaque bon de commande.

10.2 – Conditions d'enlèvement des déchets

Les conditions d'enlèvement des déchets et l'organisation de la collecte sont définies dans le CCTP.

10.3 – Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Le cas échéant, les matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire par l'acheteur en vue de l'exécution du contrat sont remis sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

10.4 – Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Toutefois, par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, la propriété des emballages est transférée à l'administration à l'admission des prestations.

Le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le véhicule de transport devra être conforme aux prescriptions de la réglementation ADR du transport de marchandises dangereuses par route et disposer des équipements de sécurité requis en bon état de fonctionnement.

10.5 – Pilotage du contrat et reporting

10.5.1 Pilotage du contrat

Afin d'assurer le suivi d'exécution du présent marché, il est exigé qu'un interlocuteur commercial soit identifié par la société dans son offre. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute modification d'interlocuteur.

Dans une optique d'amélioration de la performance, des réunions de suivis annuelles auront lieu avec le prestataire. Cette réunion annuelle permettra notamment de faire un point sur l'exécution, sur le plan de progrès proposé à l'article E du présent CCTP, ainsi que sur la veille réglementaire s'agissant de la réglementation ADR.

En cas d'absence non remplacée de l'interlocuteur pendant un (1) mois, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 15.1.1 du CCAP.

10.5.2 Reporting

Le titulaire transmettra à chaque producteur de déchets à l'issue de l'année de collecte un tableau récapitulatif annuel des déchets éliminés par ce dernier soit au format Excel soit via un outil en ligne permettant d'éditer un reporting au format Excel, qu'il mettra à disposition de l'acheteur.

Ce récapitulatif devra rappeler:

- La date de collecte,
- La dénomination du déchet,
- Le code CED du déchet (selon le catalogue européen du déchet),
- Le nombre de colis,
- Le poids du déchet,
- Le nom et l'adresse de l'installation réceptionnant le déchet,
- Le nom et l'adresse du transporteur,
- Le numéro de récépissé du transporteur,
- Le numéro du bordereau de suivi de déchet,
- Le code UN,
- Le code du traitement D/R,
- La qualification du traitement final.

Le titulaire transmettra également des tableaux récapitulatifs mensuels et annuel de l'ensemble des commandes comprenant le volume et le coût des étiquettes, des conditionnements, des heures d'intervention d'un chimiste relatives à la préparation des déchets chimiques de laboratoire, et des heures de transport.

En cas de non transmission des données dans le cadre du reporting, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 15.1.1 du présent CCAP.

10.6 – Documents réglementaires

10.6.1 Certificats d'acceptation préalable (CAP)

Les n° de CAP pour chaque type de déchets seront transmis aux différents producteurs au courant du mois de janvier et ce avant la première collecte organisée, pour pouvoir les indiquer sur les bordereaux de suivi de déchets.

10.6.2 Bordereaux de suivi de déchets (BSD)

L'Unistra fournira les BSD lors de chaque tournée ; un seul BSD sera établi par type de déchet pour l'ensemble des sites collectés. Toutefois le titulaire pourra établir les BSD de l'Unistra si son logiciel ou son application ne permet pas d'enregistrer le format des BSD de l'Unistra pour réaliser leur suivi.

De manière générale les BSD seront fournis par le titulaire aux producteurs qui ne souhaitent pas les établir.

Le titulaire fera suivre dans un délai d'un mois maximum (à compter de la date d'enlèvement sur site) les BSD complétés aux producteurs.

10.6.3 Centres de traitement et déclarations/arrêtés préfectoraux

Le candidat précisera dans son offre sur quels centres de regroupement ou de traitement seront acheminés les déchets. Il est également demandé une copie des déclarations et/ou arrêtés préfectoraux des entreprises et installations utilisées tant pour les opérations de stockage, regroupement et traitement des déchets.

Le code filière D/R défini pour chaque type de déchets sera renseigné dans le tableau de bordereau des prix unitaires ainsi que les codes UN retenus.

La valorisation du mercure métallique via une filière de recyclage serait un atout environnemental non négligeable.

10.7 – Prestations accessoires

Au titre de l'amélioration continue et de l'accompagnement au respect de la réglementation, les candidats ont la possibilité, s'ils le souhaitent, de proposer des prestations accessoires.

Concrètement, il s'agit pour le candidat de proposer des actions visant à améliorer la gestion des déchets dangereux et à garantir la conformité réglementaire. Le candidat pourra les proposer librement dans son offre, il pourra ajouter des lignes au sein du BPU dans la partie « Actions améliorant la gestion des déchets dangereux et à garantir la conformité réglementaire », et détailler ces prestations dans son Cadre de Réponse Technique.

De manière non exhaustive, ces actions peuvent être relatives à :

- La sensibilisation et à la formation (organisation et animation de sessions de formation adaptées aux besoins exprimés par les structures, afin de renforcer les compétences en matière de gestion des déchets dangereux et de respect des exigences réglementaires) ;
- La réalisation d'audits et de visites de terrain (Réalisation d'audits ciblés ou de visites techniques, à la demande des structures, pour identifier les axes d'amélioration et proposer des mesures correctives) ;
- L'accompagnement à la veille réglementaire (mise à disposition d'informations actualisées sur l'évolution de la réglementation applicable aux déchets dangereux, en fonction des besoins exprimés par les structures, notamment via des supports dédiés et des alertes réglementaires) ;

Des conseils en sécurité (mise à disposition d'un conseiller à la sécurité du titulaire, pouvant être sollicité par les structures pour répondre à des questions spécifiques et apporter un accompagnement personnalisé.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

En outre, par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, l'acheteur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification, lesquelles peuvent être effectuées hors présence du titulaire.

Les opérations de vérifications simples sont les suivantes :

- conformité entre le bon de commande et la livraison (désignation, quantité, prix)
- vérification de l'état du produit (contenant)
- vérification de la bonne exécution de la prestation de collecte

11.2 – Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 – Clauses de réexamen et modifications financières pour circonstances imprévisibles

13.1 – Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, des modifications au contrat pourront être apportées en cours d'exécution.

13.1.1 – Circonstances exceptionnelles

En cas de circonstances exceptionnelles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché ;
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise sanitaire.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...) mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'université en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

Sauf dispositions réglementaires et législatives spécifiques, les stipulations suivantes s'appliquent : En cas d'annulation d'un bon de commande voire de la résiliation d'un marché subséquent ou de l'accord-cadre du fait

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

de la situation exceptionnelle, le titulaire ne pourra prétendre qu'à la seule indemnisation des dépenses qu'il aura dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées. Le cas échéant, le titulaire devra apporter la preuve de la dépense et en justifier le montant.

13.1.2 – Plan de progrès

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de progrès stipulé à l'article E du CCTP ou dans le cadre des propositions de contenants prévus au Bordereau des Prix Unitaires, le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'un ou de plusieurs avenants.

Toute modification issue du plan de progrès peut faire l'objet d'un avenant, sous réserve des dispositions prévues aux articles R2194-7 et suivants du Code de la commande publique.

13.2 – Modifications financières

13.2.1 – Modifications financières suite à des circonstances exceptionnelles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

La transmission de cette demande s'effectue par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique, au Département des Achats et des Marchés de l'Université (dam@unistra.fr).

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Dans l'avenant conclu sur le fondement du présent article, le pouvoir adjudicateur sera libre de déterminer ou non, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire détermineraient le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excédait le montant des pertes, le titulaire serait alors redevable de la différence. Le montant correspondant serait alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

13.2.2 – Modifications financières suite au plan de progrès

Les modifications financières entraînées dans le cadre du plan de progrès sont régies par les dispositions des articles R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2194-4 du Code de la commande publique, les modifications financières entraînées par le ou les avenants suite à la mise en œuvre du plan de progrès doivent être calculées en tenant compte de la clause de variation des prix de l'article 6.2 du présent CCAP.

14 - Garantie des prestations

14.1 – Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), 1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L421-1, L421-3 et L421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

14.2 – Garanties contractuelles

Les prestations font l'objet d'une garantie contractuelle dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission et qui s'effectue dans les conditions de l'article 33 du CCAG-FCS.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout ou partie des équipements qui seraient reconnus défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur. Toutefois, en cas de contestation sur ce dernier point, la preuve de ces faits devra être apportée par le titulaire du marché.

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

La garantie couvre l'ensemble des frais afférents, y compris la main d'œuvre, les frais de déplacement, le conditionnement, l'emballage, le transport et la livraison des produits, qu'il soit procédé à ces opérations sur le lieu d'utilisation du matériel ou que le titulaire ait obtenu que celui-ci soit renvoyé dans ses locaux.

15 – Pénalités

Il est à noter que les pénalités appliquées n'annulent pas la possibilité de recours devant les autorités de contrôles (sanitaire, patronal, autres organismes judiciaires, etc.).

15.1 – Pénalités

15.1.1 – Pénalités de retard

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations (notamment les raisons du retard) dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

Les pénalités prévues ci-dessous sont cumulables. Toutefois, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du premier jour de retard, jusqu'au jour effectif de la collecte.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le 1^{er} euro dépensé.

Sont prévues les pénalités P suivantes :

Objet de la pénalité pour retard	Délai maximum ou date limite	Montant de la pénalité P
Retard d'exécution / Non-respect de la date de la collecte fixée	Délai contractuel exprimé par le titulaire dans le CRT	500 € par jour de retard, à partir du premier jour de retard.
Retard de transmission des statistiques dans le cadre du reporting	Statistiques à transmettre mensuellement, et lors des réunions annuelles de pilotage dans le cadre du reporting	25 € par jour ouvré de retard, applicable à partir du premier jour de retard La pénalité est plafonnée à 1000 € .

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

Absence d'interlocuteur commercial à la réunion annuelle de suivi	Absence lors de la réunion annuelle de suivi	100 € forfaitaire
En cas d'absence non remplacée de l'interlocuteur commercial	Absence non remplacée dans un délai de 1 mois	200 € forfaitaire

15.1.2 – Pénalités en cas de non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire

Dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article 1.5.2 du CCAP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Objet de la pénalité	Délai maximum ou date limite	Montant de la pénalité P
Absence de l'interlocuteur désigné par le titulaire pour appliquer la clause sociale de formation sous statut scolaire lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale	Absence de l'interlocuteur lors de la réunion relative à la CSF	50 € forfaitaire
Retard dans la transmission des documents suivants : fiche entreprise, convention de stage, attestation de présence, et le bilan croisé.	10 jours à compter de la demande de transmission des documents par l'Unistra	50 € par jour de retard Pénalité plafonnée à 1000 €.

15.1.3 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € HT par manquement constaté. A noter que les parties devront coopérer pour parvenir à une remise en conformité, en accord avec le responsable du traitement. Si le manquement perdure, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

15.1.4 – Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire devra donc fournir les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- la date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- le numéro des polices ;
- les plafonds de garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra aucune indemnité forfaitaire au titre du paragraphe 1 dudit article.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier

d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr .

Tél. : 03 88 21 23 23.

Fax : 03 88 36 44 66.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle : 1 rue du Préfet Claude Erignac co60031, 54038 Nancy Cedex.

Tél. : 03 83 34 25 62.

Fax : 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr .

Tél. : 03 88 21 23 23.

Fax : 03 88 36 44 66.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

19 - Clauses complémentaires

19.1- Défaillance du titulaire

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du contrat, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement de l'administration, la personne publique est autorisée à faire exécuter les prestations par un tiers. Dans ce cas, l'augmentation éventuelle des dépenses est à la charge du titulaire.

19.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de contrat et pendant toute sa durée.

19.3 – Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

19.4 - Changements affectant le titulaire

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

19.5 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer le Département des Achats et des Marchés de l'université (dam@unistra.fr) dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

19.6 – Clause séparatisme

L'article 1er de la loi du 24 août 2021 impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, que cette exécution soit confiée directement par la loi, le règlement ou par l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Le titulaire du présent contrat, pour autant qu'il lui confie l'exécution d'un service public, doit s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations (par exemple un sous-traitant ou un sous-concessionnaire).

Le respect de ces principes sera contrôlé par tout agent et/ou usager qui signalera à l'acheteur les manquements constatés.

Le cas échéant, une mise en demeure sera adressée au titulaire qui devra prendre toutes mesures adaptées (avertissement, remplacement du personnel...) pour faire cesser les manquements constatés sans délai.

Par dérogation au 41.1 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire pourrait être envisagée si le manquement venait à persister.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge aux articles 10.2, 38 et 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.4 du CCAP déroge aux articles 12.1.2 et 12.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.4 du CCAP déroge à l'article 20.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.2 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.6 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services